

L'émergence du nationalisme conservateur québécois

Jonathan Durand-Folco

Cet article représente une tentative de prospective politique québécoise. Il ne s'agit pas de prévoir l'avenir à la manière d'un prophète ou d'un futurologue, mais de concevoir des scénarios d'évolution des configurations politiques en fonction d'une approche globale et d'une analyse des tendances lourdes de l'histoire en cours. Le but de cette démarche consiste à replacer l'analyse de conjoncture politique dans le temps long en articulant 1) un bilan historique ; 2) l'explicitation de forces émergentes ; 3) leur prolongation imaginative au cours des prochaines années. Le cadre théorique utilisé dans cette prospective politique ne s'appuie pas sur une approche mécanistique ou positiviste, mais sur une perspective historico-compréhensive liée à l'analyse générale du capitalisme. Matérialisme historique et critique discursive seront donc les principaux leviers permettant de réunir des fragments d'observations dans un tout cohérent.

La prospective, pour être efficace, doit être à la fois humble et audacieuse. Elle doit d'abord reconnaître son caractère incertain, expérimental et inachevé ; elle constitue des hypothèses de recherches devant être corroborées par des faits ou corrigées le cas échéant, dans un processus d'autocorrection permanent. Ensuite, elle doit laisser place à l'intuition et l'exagération. L'intuition relève moins du sentiment subjectif approximatif que d'une certaine attention portée sur les événements, d'une perspicacité permettant d'amener des pistes devant être approfondies par la logique et la recherche empirique. Enfin, l'exagération consiste à grossir certains traits de la réalité afin de déceler des tendances encore imperceptibles. L'exagération représente ainsi une méthode possédant une valeur épistémologique, à la manière du philosophe Günther Anders :

Les exposés qui vont suivre, du moins certains d'entre eux, donneront une impression d'« exagération ». Et cela pour la simple raison que ce *sont* effectivement des exagérations. Je donne naturellement à ce terme, puisque je le conserve malgré tout, un sens différent de son sens habituel : un sens heuristique. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il y a des phénomènes qu'il est impossible d'aborder sans les intensifier ni les grossir, des phénomènes qui, échappant à l'œil nu, nous placent devant l'alternative suivante : « ou l'exagération, ou le renoncement à la connaissance ». La microscopie et la télescopie en sont les exemples les plus immédiats, qui cherchent à atteindre la vérité au moyen d'une image amplifiée¹.

Entre anticipation et répétition de l'histoire

Cette démarche combinant la critique historique, l'analyse matérialiste et l'exagération n'a pas une simple fonction théorique, parce qu'elle vise à guider la pratique via l'élaboration d'une stratégie. Si la stratégie doit se baser sur la compréhension du passé et la prise en compte du contexte actuel, elle doit surtout anticiper les transformations sociales à venir. L'hypothèse de départ de cette recherche repose sur l'idée que nous traversons une époque de fragilisation du statu quo, annonçant ainsi la fin d'une période hégémonique, le retour en force de la coercition, de la bipolarisation, des ruptures révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Le processus de mondialisation néolibérale et la croyance en un marché autorégulateur reproduisent une dynamique analogue à celles des années de l'entre-deux-guerres, telle que décrite par Karl Polanyi dans son livre magistral *La Grande transformation*.

Le retour en force du fascisme et du socialisme, dans certains pays dont la Grèce représente le meilleur exemple, constitue le symptôme d'une crise générale qui affectera plusieurs sociétés dans les deux à dix prochaines années. Cela ne signifie pas que la gauche radicale et l'extrême-droite se tirailleront les haillons du Québec dans un avenir rapproché. Plus précisément, une nouvelle polarisation de l'espace public et politique déclenchée par le dernier printemps érable n'est pas sur le point de se résorber, bien au contraire. L'échec du modèle québécois, représenté par la décomposition de l'État-providence, la crise de confiance démocratique et l'irrésolution de la question nationale, constitue un cocktail explosif pour les mouvements révolutionnaires et conservateurs. De plus, la logique néo-impérialiste de l'État canadien, combinée à la fragilité de l'économie financière et la crise écologique, ajoutent des éléments déclencheurs dont les répercussions sont difficilement prévisibles.

¹ Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, L'encyclopédie des nuisances, Paris, 2002, p.29

Nous entrons dans une importante phase de transition. Elle ne reproduira pas mécaniquement l'histoire passée, mais risque tout de même d'engendrer certains phénomènes sociopolitiques sensibles aux contextes de crise. « Si l'histoire ne se répète pas, les comportements humains se reproduisent », comme le rappelle Michel Godet.

La métamorphose du Parti québécois

Bien qu'il soit impossible de refaire l'histoire du Parti québécois, nous pouvons constater l'écart important qui sépare le projet de souveraineté-association initié par René Lévesque et la gouvernance souverainiste pilotée par Pauline Marois en 2013. La différence entre ces deux moments historiques n'est pas simplement quantitative, comme si la cause souverainiste avait été diluée par le temps, ou par le manque de volonté de ses dirigeants. Il s'agit avant toute d'une transformation qualitative, car le contenu même de la souveraineté a été modifié par les nouvelles influences économiques et idéologiques de la société civile depuis l'échec du deuxième référendum. Pour comprendre cette métamorphose du Parti québécois, nous ferons appel au bilan critique de Bernard Rioux qui analyse l'évolution de cette formation politique comme un bloc historique réunissant diverses classes sociales.

« Le PQ s'est construit comme un bloc social regroupant des secteurs organisés des masses populaires jusqu'aux classes tenant de l'appareil d'État, lesdites couches technocratiques. Cette coalition s'est mise en place à la fin de l'onde longue expansive du capitalisme 45-75 (les Trente glorieuses) où le modèle d'accumulation fordiste était marqué par un élargissement du pouvoir de consommation des masses et la mise en place d'un État-providence. Au Québec, ce modèle de concertation sociale trouvait son aboutissement utopique dans la souveraineté-association qui condensait tant l'espérance de la consolidation de cet État-providence que celui de l'émancipation nationale. ²»

L'entrée dans les années 1980 fut pénible pour le Parti québécois : échec du premier référendum, stagnation économique et chômage de masse, répression du Front commun en 1982, beau risque de René Lévesque, affirmationnisme de Pierre-Marc Johnson et putsch de Jacques Parizeau, etc. Malgré tout, l'échec de l'accord du Lac-Meech en 1987 suscita un regain de vitalité pour le projet souverainiste, qui engendra la création du Bloc québécois et la quasi-victoire du Oui en 1995. Mais le traumatisme collectif de ce deuxième échec se solda par l'entrée en force de la logique néolibérale de Lucien Bouchard, le mythe des « conditions gagnantes », l'imposition du déficit zéro, les lois spéciales contre les syndicats, et le long règne de Jean Charest qui dura de 2003 à 2012.

« Ce projet de la souveraineté péquiste a été porté par un bloc interclassiste dominé par la petite bourgeoisie québécoise cherchant à rallier une partie des classes populaires. Aujourd'hui, le néolibéralisme domine le discours et la pratique de la bourgeoisie comme de la petite bourgeoisie. Les classes populaires sont attaquées dans leurs acquis et leurs droits. La bourgeoisie québécoise dans son ensemble n'a jamais soutenu le programme souverainiste et elle l'affirme de plus en plus ouvertement. Le projet Legault est l'affirmation de cette orientation. Le projet néolibéral qui traverse le PQ rend son alliance avec les classes ouvrières et populaires de moins en moins possibles. ³»

Deux nouvelles formations politiques

L'échec historique du Parti québécois est double. Sur le plan social, la publication du Manifeste pour un Québec lucide rédigé par Lucien Bouchard, Joseph Facal, André Pratte et compagnie fit déborder le vase de la gauche ; le retard économique, le fardeau de la dette publique, le déclin démographique et la « menace asiatique » devaient nous résigner au dégel des frais de scolarité, la hausse des tarifs d'électricité pour rembourser la dette, la privatisation et la tarification des services publics, etc. En réponse à cette offensive néolibérale, un nouveau parti politique réunissant l'Union des forces progressistes du Québec et Option citoyenne fut créé. Québec solidaire naquit en 2006, et continue sa montée depuis.

Sur le plan national, la crise du Parti québécois de 2011 fut déclenchée par la ligne de parti concernant la question controversée du financement de l'amphithéâtre Labeaume/Pierre-Karl Péladeau. Cette crise occasionna le départ de Pierre Curzi, Louise Beaudoin et Lisette Lapointe pour des raisons de légitimité démocratique, puis le départ de Jean-Martin Aussant qui saisit l'opportunité pour montrer son désaccord au projet autonomiste de la gouvernance souverainiste de Pauline Marois. La déconfiture du Bloc québécois aux élections fédérales de 2011

² <http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article3204>

³ <http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article3204>

marque également l'effondrement du bloc interclassiste sur lequel reposait la stratégie souverainiste. Les classes moyennes et populaires se tournèrent spontanément vers le Nouveau parti démocratique, non pas pour renouer avec le fédéralisme canadien ni à cause du charisme du défunt Jack Layton, mais pour rompre avec l'attentisme souverainiste aboutissant au statu quo. Enfin, la création d'Option nationale en 2011 symbolise l'échec du Parti québécois en matière d'indépendance.

Malgré la faible popularité du Parti québécois jusqu'à la toute fin du règne de Jean Charest, ce parti réussit tout de même à se hisser au pouvoir lors des dernières élections provinciales en surfant sur la vague de mécontentement du précédent gouvernement. Le manque de crédibilité de la Coalition avenir Québec et le vote stratégique auront permis au Parti québécois de récupérer la vague de contestation et la volonté de changement grâce à certaines promesses sociales et environnementales. Évidemment, les personnes qui auront été encore bernées par le mirage social-démocrate de ce parti réalisent maintenant que sa structure organisationnelle ne diffère guère des autres partis de droite, qui n'hésitent pas à collaborer avec les milieux d'affaires au détriment des réformes sociales, économiques et politiques qui amélioreraient les conditions de vie du peuple québécois.

Pour résumer, le virage à droite du Parti québécois et sa stratégie de gouvernance souverainiste sont responsables de la création de Québec solidaire et d'Option nationale. Ces deux formations politiques ne sont pas que des « excroissances » du même parti, qui attendraient passivement de revenir au bercail ou de créer une alliance électorale avec lui. Elles constituent des réponses originales et dynamiques qui tentent de combler l'espace politique délaissé par les élites économiques et politiques québécoises, afin de donner un nouveau souffle au projet d'émancipation sociale et nationale. Ces deux partis sont en phase avec les récentes mobilisations de la jeunesse politisée, la gauche rejoignant surtout les mouvements féministes, écologistes, étudiants et altermondialistes des quinze dernières années, le courant indépendantiste allant chercher de nouvelles recrues chez les militant-es peu expérimentés et les personnes déçues par le Parti québécois.

La genèse du modèle québécois

Il serait superficiel de limiter notre analyse politique à la scène électorale québécoise, d'autant plus que les séismes ressentis à sa surface sont généralement causés par le mouvement lent, mais certain des plaques tectoniques de la structure économique, institutionnelle et culturelle de la société. La principale structure sur laquelle repose la configuration des forces politiques peut être résumée par l'expression du « modèle québécois ». Ce modèle renvoie à la modernisation politique du Québec initiée par la Révolution tranquille, de 1960 à 1966, par le biais de la création d'un État-providence et d'un modèle de gestion néocorporatiste, qui allie la concertation entre l'État, le patronat et les grands syndicats. Le Québec n'a jamais été une réelle « social-démocratie » à la manière des pays scandinaves, bien que son État-providence mélange des traits des régimes social-démocrate et corporatiste. L'État-providence québécois n'est pas apparu pas subitement, *ex nihilo*, par l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage. Sa lente genèse résulte plutôt des multiples pressions de l'industrialisation, l'urbanisation, et l'apparition de nouvelles classes sociales comme les ouvriers urbains, la petite bourgeoisie francophone issue des collèges classiques et des professions libérales. Plus précisément, les premières manifestations de l'État-providence remontent d'abord aux nombreuses réformes sociales du gouvernement progressiste d'Adélard Godbout (1939-1944) : droit de vote des femmes, éducation obligatoire jusqu'à quatorze ans, gratuité scolaire au primaire, code du travail (droit syndical), nationalisation de l'électricité à Montréal par Hydro-Québec, etc.

Cette métamorphose structurelle fut stoppée par le régime de Duplessis, qui tenta de freiner l'entrée du Québec dans la modernité urbaine. Mais l'exode rural, l'émergence des classes moyennes, l'apparition de la télévision, la création d'un espace public au sens harbermassien (ex : la revue Cité libre), la montée du syndicalisme et les nombreuses transformations sociales, culturelles et artistiques dans les années d'Après-guerre auront eu raison du patronage, du conservatisme et de la collusion entre les élites politiques, économiques et religieuses du régime Duplessis.

La Révolution tranquille peut être décrite comme la poursuite de l'État-providence qui avait été amorcé durant la Seconde Guerre mondiale et retardée par l'obstination d'une « superstructure féodale », avant que celle-ci succombe aux pressions du capitalisme et de ses classes sociales montantes. Il s'agit en quelque sorte d'une révolution démocratique bourgeoise au sens de Marx, mais syncopée par la contre-révolution duplessiste. La phase 1960-1966 correspond au processus de modernisation politique proprement dit, avec la création de nouvelles institutions publiques comme la Société générale de financement, la Régie des rentes du Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec, puis l'achèvement de la nationalisation de l'électricité dans l'ensemble de la province.

L'établissement du réseau des cégeps et des universités du Québec, la Régie de l'assurance maladie, la Charte de la langue française, l'assurance automobile, la Commission de la santé et la sécurité du travail, représentent toutes des réformes sociales qui n'ont fait que prolonger l'élan initial de la Révolution tranquille. « À chaque époque, en effet, la constitution légale est un simple produit de la révolution. Si la révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est que l'expression, sur le plan politique, de l'existence végétative et continue de la société. Le travail légal de réformes ne possède aucune autre forme motrice propre, indépendante de la révolution ; il ne s'accomplit dans chaque période historique que dans la direction que lui a donné l'impulsion de la dernière révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir ou, pour parler concrètement, seulement dans le cadre de la forme sociale créée par la dernière révolution. Nous sommes là au cœur du problème. ⁴ »

La crise du modèle de l'État-providence

L'arrêt du mouvement de la Révolution tranquille est causé par la dislocation du projet social et de la lutte d'émancipation nationale après le mur référendaire de 1980. La série de crises de cette décennie, tant au niveau économique, social que politique, freina la vague de réformes et la construction de l'État-providence pour laisser place aux partenariats public-privé, au libre-échange et à la morosité morale, culturelle et intellectuelle bien entrevue dans le film *Le déclin de l'empire américain* de Denys Arcand en 1986. Malgré le sursaut souverainiste engendré par l'échec de l'accord du Lac-Meech, la conjonction de la stagnation économique, l'État-providence en panne et le nationalisme libre-échangiste du Parti québécois ne parvinrent pas à relancer le projet de la Révolution tranquille.

L'exemple le plus criant de la crise du modèle québécois fut la création de l'Action démocratique du Québec en 1994. Le but explicite de cette formation politique était de « réformer » le modèle québécois en réduisant la taille de l'État social et en donnant une plus grande liberté de choix aux individus. L'ADQ était simultanément nationaliste et autonomiste, c'est-à-dire qu'elle préconisait le rapatriement de plusieurs pouvoirs à l'Assemblée nationale tout en misant sur la relance économique basée sur le principe d'accumulation privée. Si Mario Dumont appuya la campagne du Oui en 1995, le traumatisme du deuxième échec référendaire remit la résolution de la question nationale aux calendes grecques, de manière analogue au Parti québécois de Lucien Bouchard.

À partir de ce moment, le principal objectif n'était plus de faire la souveraineté pour relancer et compléter le projet de société amorcé par la Révolution tranquille, mais de démanteler l'État-providence tenu pour responsable de la stagnation nationale. L'idée des « conditions gagnantes » et la monomanie de « la croissance économique d'abord, le référendum ensuite », doivent être comprises dans ce cadre hégémonique. L'ADQ comme le PQ offraient pour ainsi dire le même projet de société, c'est-à-dire la révolution culturelle du néolibéralisme par la mise entre parenthèses de la souveraineté. Le populisme de droite n'est donc pas antinationaliste ; il est précisément nationaliste parce qu'il répond à la crise du modèle québécois par le rejet du « mythe » du progrès social qui lui est associé. La crise de l'État-providence, sur lequel est fondé l'ensemble la structure institutionnelle de la société québécoise, amène donc une crise d'identité collective. Pour le nationalisme identitaire, celle-ci ne pourra être résorbée que par le double mouvement de l'abandon de la justice sociale et de la réaffirmation de l'identité nationale. Ainsi doit se comprendre l'émergence d'une vague nationaliste conservatrice, basée sur l'obsession de l'identité, l'accumulation et la relégation de la redistribution.

⁴ http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1898/r_ou_r2_3.html